

Postulat

Un emprunt populaire de solidarité pour financer la relance à Lausanne

Les mesures prises pour freiner la pandémie de coronavirus ont eu des conséquences difficiles pour de nombreux Lausannois, et pour plusieurs pans de l'économie. La Municipalité de Lausanne a d'ores et déjà arrêté un certain nombre de décisions pour pallier les difficultés sociales et économiques. D'autres suivront inmanquablement et ont pour certaines déjà été annoncées.

De manière générale, toutes les collectivités publiques du pays devront assumer un rôle anticyclique et donc engager des dépenses de fonctionnement et d'investissement en vue d'amortir les effets de la crise. Dans tous les cas, des déficits accrus et une progression au moins temporaire de l'endettement sont donc prévisibles, et même souhaitables : comme l'exprimait l'économiste Esther Duflo, lauréate du « prix Nobel » d'économie en 2019, « *dépenser plus d'argent à la fois pour lutter contre le virus (...) et pour essayer de mitiger au maximum l'impact économique, cela fait économiser de l'argent* »¹.

Parallèlement, la période si particulière de lutte contre la progression de l'épidémie a fait apparaître de très nombreuses manifestations de solidarité concrète à Lausanne. Par leur comportement respectueux des règles mêmes lorsqu'ils n'étaient pas personnellement menacés, mais aussi par les innombrables aides apportées à des voisins ou à des projets bénévoles, les habitant-e-s de notre ville ont fait preuve d'une cohésion forte. Il faut parier sur le fait que l'élan collectif perdure dans le soutien aux institutions d'entraide et dans les achats auprès des indépendants ou commerçants qui ont souffert pendant de longues semaines.

Cependant, la Ville pourrait également instituer une possibilité de prolonger cette solidarité en proposant à celles et ceux des habitant-e-s qui le peuvent de soutenir l'effort de la collectivité. Le présent postulat propose d'étudier l'opportunité de lever un grand emprunt de solidarité auprès de la population lausannoise : au lieu de s'endetter auprès de banques ou d'autres organismes financiers, la Ville lancerait ainsi une large souscription pour un emprunt, par exemple à dix ans. Les fonds seraient rémunérés à un taux proche de celui du marché, possiblement légèrement inférieur. Mais au lieu de l'être exclusivement en argent, ils le seraient aussi sous la forme de bons ou de crédits valables chez les commerçants, restaurateurs, artisans de Lausanne. Cette proposition tient aussi compte du fait que pour de nombreux ménages, la période de semi-confinement a provoqué une baisse des dépenses de consommation et une augmentation du taux d'épargne (qui a passé, en moyenne pour la Suisse, de 13% à 22% selon une étude publiée par le Credit Suisse, qui estime qu'un tiers de cette épargne ne sera pas dépensée après la levée des restrictions²).

Les Services industriels ont récemment entrepris et réussi une opération similaire, en organisant un *crowdfunding* pour les panneaux solaires sur le toit de la Vaudoise Aréna au lieu de recourir à l'endettement normal. Avec un emprunt populaire de solidarité post-coronavirus, la Ville offrirait à celles et tous ceux qui le peuvent un moyen parmi d'autres de

¹ AFP, dépêche du 31 mars 2020

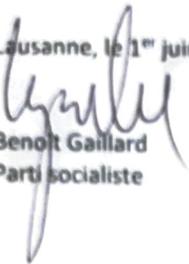
<https://www.latribune.fr/economie/france/coronavirus-l-economiste-esther-duflo-encourage-la-depense-publique-843910.html>

² Voir par exemple cet article de la Neue Zürcher Zeitung : « Was in der Krise zusätzlich gespart wird, fließt nach der Krise nicht in vollem Mass in den Konsum zurück » <https://www.nzz.ch/wirtschaft/was-in-der-krise-zusaetzlich-gespart-wird-fliesst-nach-der-krise-nicht-in-vollem-mass-in-den-konsum-zurueck-ld.1556058>

prolonger la cohésion face à la pandémie et à ses conséquences. En intégrant l'idée d'un rabais sur des prestations offertes par des entrepreneurs et indépendants lausannois, elle créait une communauté durable pour que la ville se relève plus forte et plus unie de la crise.

Le présent postulat demande donc à la Municipalité d'examiner l'émission auprès du grand public d'un emprunt populaire de solidarité, destiné à financer des mesures de sortie de crise, rémunéré en partie en bons pour des prestations dans des commerces et entreprises de Lausanne.

Lausanne, le 1^{er} juin 2020.


Benoit Gaillard
Parti socialiste

C. ALVAREZ